## TEMPERATURE

**Du 4 mai 1903.**

Thermomètre de E. et L. Claudel, Opticiens No. 127 rue Carondelet.

| | Farenheit | Centigrade |
|---|---|---|
| 7 h. du matin.... | 70 | 21 |
| Midi..... | 86 | 30 |
| 3 P. M..... | 82 | 28 |
| 6 P. M..... | 80 | 27 |

### Bulletin Météorologique.

Washington, D. C., 4 mai—Indications pour la Louisiane—Temps — beau mardi ; averses probables mercredi ; légers vents variables.

# LA Réunion Confédérée

### SOUSCRIPTIONS.

Comme l'ont depuis longtemps dit et répété les hommes d'affaires qui sont toujours à la recherche de la fortune et, souvent, la rencontrent sur leur chemin, le plus difficile à gagner ce sont le premiers mille dollars. Cela fait, le reste n'exige plus qu'un peu de persévérance et d'esprit de conduite. Les faits sont là qui abondent pour le prouver. Il en est de même des questions qui remuent en nous le patriotisme et font appel à notre générosité.

En fait de souscriptions ce sont les premières qui sont les plus difficiles à recueillir. Toute organisation qui réussit à franchir ce Rubicon, est sure de remporter la victoire éclatante. C'est ce qui arrive en ce moment à la noble association qui a pour but de donner une large hospitalité aux héros, aujourd'hui vieillis et affaiblis de la cause sacrée de la Confédération.

Elle peut être perdue depuis longues années, cette cause; mais elle a laissé parmi nous de glorieux souvenirs qui ne s'effaceront jamais.

Aussi, après s'être fait un peu trop attendre, comme il arrive presque toujours, ces souscriptions arrivent aujourd'hui en abondance, et nous pouvons affirmer d'avance qu'avec l'aide généreuse de nos concitoyens, elle atteindra des proportions inconnues dans le passé.

Comme il fallait y compter, la Presse de la Nouvelle Orléans a joué un rôle digne d'elle dans cette œuvre. Elle a sollicité et recueilli de très abondantes souscriptions.

Encore un effort de part et d'autre, et l'œuvre obtiendra le succès le plus complet.

### Félicitations de M. Loubet à la marine et à l'armée.

Le Président de la République a adressé à M. Pelletan cette lettre :

Mon cher ministre,

La manœuvre de l'escadre de la Méditerranée à mon arrivée à Alger a été exécutée avec une régularité et une perfection qui font honneur à notre marine.

Les compagnies de débarquement ont pris à la revue que je viens de passer une part qui les montre dignes de leurs camarades de l'armée de terre.

Je vous prie de vouloir bien faire connaître officiellement à l'amiral commandant en chef l'escadre de la Méditerranée, aux officiers et aux équipages sous ses ordres, que je leur adresse mes félicitations sincères pour la manière dont ils remplissent leur devoir patriotique.

Et au général André celle-ci :

Mon cher ministre,

Les troupes que je viens de passer en revue à Alger, en présence des présidents du Sénat et de la Chambre des députés, des ministres des affaires étrangères, de la marine, des travaux publics, et des membres du Parlement, ont fait l'admiration de tous par leur entrain, leur tenue et leur discipline.

Je vous prie de vouloir bien faire connaître officiellement au général commandant en chef du 19e corps d'armée, aux officiers et soldats sous ses ordres, que je leur adresse mes félicitations sincères pour la manière dont ils remplissent leur devoir patriotique.

### L'Académie Française.

Deux candidatures, bien officielles cette fois, à l'Académie française : celle de M. René Bazin, qui se présente pour le fauteuil d'Ernest Legouvé, et celle de M. Frédéric Masson pour le fauteuil de Gaston Paris.

Les lettres de ces deux candidats, les seuls que l'on connaisse officiellement jusqu'à ce jour, ont été envoyées au palais Mazarin.

C'est décidément le 18 juin qu'auront lieu les élections.

Le 4, réception d'Edmond Rostand ; le 11, discussion des titres des candidats aux deux fauteuils vacants, qui seront pourvus, l'un et l'autre—la chose ne paraît pas douteuse et l'ajournement pour ballotage est improbable—de nouveaux titulaires dès le jeudi suivant.

## DONATION AU MUSEE D'ARTILLERIE.

L'arquebusier de Napoléon Ier, Henri Lepage, avait offert en 1847 au roi Louis-Philippe, pour être exposée pendant cinquante ans au musée d'artillerie, une très intéressante collection d'armes exécutées dans ses ateliers et qui avaient appartenu à l'Empereur et à divers membres de sa famille.

Au nombre des plus curieuses de ces armes figuraient le sabre d'apparat, tout enrichi de pierreries, du Premier Consul ; un sabre de cérémonie également d'une très grande valeur ayant appartenu au prince Eugène de Beauharnais, le glaive en vermeil et pierres précieuses que portait Murat, roi de Naples, dans les circonstances où il revêtait le manteau royal ; six des soixante fusils de chasse de Napoléon et la carabine qui ne quitta point, de 1805 à 1814, les panneaux de sa voiture de voyage.

Le donateur de cette collection avait exprimé le vœu qu'après les cinquante ans d'exposition révolus, c'est-à-dire en 1897, toutes ces armes fussent vendues aux enchères, et que le produit de la vente servît à doter six filles de pensionnaires de l'hôtel des Invalides se trouvant dans certaines conditions.

Ce vœu a donné lieu à une longue enquête de laquelle il résulte qu'il n'y a pas lieu de créer les six donations, car elles ne répondraient pas exactement aux intentions d'Henri Lepage. Dans ces conditions, la famille du célèbre arquebusier a transformé en donation définitive le prêt qu'il avait fait à l'Etat, et sa riche et curieuse collection d'armes devient la propriété du musée d'artillerie.

## DISCOURS —DE— M. JUSSERAND.

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous publions le très brillant et très érudit discours que Son Excellence, M. J. J. Jusserand, ambassadeur de France, vient de prononcer à St Louis, à l'occasion de la dédicace des palais de l'Exposition qui s'y prépare.

Quand les traités signés à Paris il y a cent ans et qui devaient plus que doubler la superficie des Etats-Unis furent soumis à la ratification du Congrès, les discussions contrairement à ce qu'on pourrait croire furent longues et les objections nombreuses. Certains avaient des doutes sur la valeur du titre que la République Américaine venait d'acquérir; d'autres s'inquiétaient de la grandeur même des nouveaux territoires. Ils craignaient que le lien fédéral ne se rompît s'il devait s'étendre à ces régions lointaines et, en majeure partie, inconnues. Nombreuses furent les critiques et longs les discours.

Le sénateur Jackson de la Georgie, se leva et s'adressant au principal adversaire du traité, dit : "Dans un siècle Monsieur, nous aurons là des pays abondamment peuplés, et au lieu du spectacle qui vient de nous être décrit, au lieu de solitudes affligées de hurlements sauvages que ne foulerait jamais le pied d'un homme civilisé si nous pouvions revenir au bon moment, nous trouverions là un centre de lumières et de progrès."

L'heure du sénateur Jackson a sonné : nous sommes dans l'année même qu'il a désignée, le jour qu'il a marqué est venu, un siècle s'est écoulé depuis qu'il parla. S'il pouvait reparaître comme il souhaitait, il ne trouverait pas ici de solitudes sauvages, mais une des plus brillantes réunions que ce pays ait jamais vues, avec le chef de l'Etat et un précédent chef de l'Etat, des représentants de toutes les Puissances du monde, des soldats, des marins, des prélats, des magistrats, des savants, des artistes, des commerçants, des agriculteurs, des ouvriers et citoyens sans nombre. Tous sont ici pour rendre hommage à l'œuvre accomplie pendant les cent années : Une belle œuvre en vérité, une œuvre surprenante.

Si optimiste qu'il fut, le Sénateur Jackson aurait peine à croire ses yeux et ses oreilles, s'il voyait le grandiose spectacle que nous contemplons et ces préparatifs pour une exposition qui comprendra tous les produits, toutes les découvertes toutes les choses de beauté du vaste monde. Il aurait peine à croire ses oreilles s'il apprenait que nous sommes venus en vingt-sept heures du lieu où il prononça sa prophétie et qui, de son temps, n'était que depuis deux ans le siége du Gouvernement, la lointaine cité de Washington. Il serait même surpris de voir à quel point la "solitude affligée de hurlements sauvages" a été transformée en un immense jardin, semé de villes importantes, et d'entendre dire que l'ensemble du pays appelé de son temps la Louisiane produit maintenant chaque année un milliard et demi de boisseaux de céréales, et que la fortune privée des successeurs des colons épars qu'il avait pu connaître est évaluée à quinze milliards de francs.

Mais il ne serait pas surpris d'apprendre que le lien fédéral ne s'est pas distendu ; que le nombre des Etats accru, leur richesse aussi, le nombre de leurs habitants, leur importance et leur puissance, et qu'ils considèrent comme de plus en plus sacré le lien qui les unit aux Etats plus anciens ; tel est l'effet de la liberté et d'une sage législation.

En ce jour de triomphe, au milieu des explosions de joie, dans la rumeur des canons et des cloches, au spectacle d'un présent magnifique, il est naturel de tourner nos regards en arrière et de donner une pensée aux pionniers isolés qui vinrent, il y a longtemps, un par un, en ce pays alors inconnu. Au milieu de difficultés incroyables, ils cherchèrent à le rendre moins inconnu, ils le firent moins sauvage et plus fertile à exploiter, au profit de leurs lointains héritiers. Et personne certainement ne sera surpris que moi, leur compatriote et le représentant de leur pays, je rappelle en ce moment leurs efforts et exprime la reconnaissance d'aujourd'hui pour le labeur d'hier. Car c'étaient de solides gens, ces enfants de la lointaine France ; ils étaient audacieux, entreprenants, courageux, ils vécurent des vies énergiques, s'il en fut jamais ; toutes qualités que, de votre côté, vous avez toujours honorées. Dire qu'ils ne craignaient pas le danger est les insulter : ils en étaient épris.

Soldats, missionnaires, gouverneurs de villes, explorateurs, vinrent d'année en année, à dater du temps de Louis XIV, attirés par les hasards ou la beauté de l'inconnu, par les occasions qu'ils espéraient avoir de reculer les bornes du pays français, ou de gagner de la gloire, ou d'instruire les âmes, et de mourir, si la mort les attendait ici, en gens d'honneur et de cœur. C'étaient de vrais Français, avec toutes les qualités de leur race, et parfois quelque chose d'autre, à vrai dire, que les qualités.

Comme ils descendaient les grandes rivières, suivant les vallées qui conduisent à la mer du Mexique, ils donnaient aux pays des noms français et la lecture d'une carte de cette époque ramène devant l'esprit tout le siècle du Roi-Soleil. On le retrouve, lui et sa Cour, rappelé par des territoires, des villes, des lacs et des rivières : la Louisiane porte son nom : le lac Pontchartrain, celui de son ministre de la marine, le Fort Duquesne, celui de son fameux marin. On rencontre aussi les rivières Colbert et Seignelay, plus connues aujourd'hui sous le nom de Mississipi et d'Illinois. Un des grands lacs avait reçu le nom du Duc d'Orléans, un autre celui du prince de Condé, un autre celui du prince de Conti. Ce dernier lac, comme presque tous les autres, reprit bientôt son nom indien, le nom modeste de lac Erie ou lac du Chat.

C'étaient de vrais Français, ces premiers colons et explorateurs, ce Père Marquette qui, avec Joliet, contempla le premier le magnique fleuve qui baigne vos murs, et dont l'existence même était alors inconnue ; ce Robert Cavelier sieur de La Salle qui eut, longtemps avant notre époque, les idées de notre époque sur l'importance des grandes routes commerciales ; qui voulut en ouvrir une pour communiquer avec la Chine à travers ce continent, au point même où vos lignes du Nord ont ouvert la leur, et qui avait appelé sa première demeure sur le sol américain, LA CHINE, afin de ne jamais oublier son projet initial. Il mourut à la peine, non sans avoir, au préalable, exploré le Mississipi jusqu'à son embouchure, vérifié que sa source était vers l'Ouest et que le fleuve ou ses affluents pouvait, en conséquence, servir de fil conducteur vers le Pacifique ; créé les premiers établissements français, dans ces pays auxquels il donna un nom qui, lui, n'a pas été remplacé, le nom de Louisiane.

Longue est la liste et dur fut le labeur. Vers la même région, avec le même désir de découvrir et d'améliorer, vint ce vrai cadet de Gascogne, le chevalier Antoine de la Mothe Cadillac, qui, le 31 juillet 1701, déploya le drapeau de France à un endroit où il commença aussitôt de bâtir une ville, aujourd'hui la grande ville de Détroit. Il fut ensuite Gouverneur de la Louisiane. D'autres vinrent : du Tissenet, les deux frères Le Moine d'Iberville et Le Moine de Bienville, et ce dernier fonda la Nouvelle-Orléans, puis le père de Charleroix, qui a décrit le mieux le pays et le mieux deviné son avenir ; puis La Clède, plus digne que personne d'un souvenir en ce jour, et en ce lieu puisqu'il fonda votre ville de St-Louis.

Longue est la liste et dur fut le labeur. L'exploration des côtes avait été relativement facile et des milliers l'avaient tentée. Les colons de France furent les premiers à se risquer en plein intérieur. Ils s'aventuraient à travers un continent immense, plus inconnu alors au monde civilisé que ne l'était de nos jours l'Afrique de Livingstone et de Stanley. Ils allaient de l'avant, avec un entrain et une confiance que rien que la mort, bien souvent, ne put arrêter. Tout campés qu'ils fussent en de vraies "solitudes affligées de hurlements sauvages", ils gardaient jusqu'à la fin quelque chose de la mère patrie, et non seulement dans leur langage et leurs habitudes, mais dans leurs poses mêmes. Charleroix trouve sur sa route des images d'hommes morts fabriquées par les Indiens, et constate avec joie que les cadavres sont représentés les bras pendants. Il en conclut qu'il s'agissait d'indigènes massacrés. Quand les Indiens tuaient des Français, ils les représentaient le poing sur la hanche, à la Versaillaise. Comment, du reste, se seraient-ils défendus de garder des attitudes fières, ceux d'entre ces colonisateurs qui, par exemple, étaient établis sur des terres appartenant à un seigneur appelé d'Artagnan, et administrées, comme il convenait, par deux mousquetaires? On s'attendrait presque que ces deux-là aussi eussent pour nom Porthos et Aramis ; mais ils s'appelaient, dans la réalité, M. d'Artiguières et M. de Bénac.

Les explorateurs et colons d'alors rappelaient d'ailleurs leur pays par autre chose que des noms ou des attitudes. Cadillac avait à peine baptisé le lieu où il entendait créer une ville qu'il y faisait venir sa femme et son jeune fils ; ce devait être une vraie ville, avec des épouses et des enfants et la vie de famille; et il en a été ainsi, jusqu'à maintenant du jour où Cadillac l'a voulu. Quand La Salle fut tué, au cours de son second voyage sur le Mississipi, en 1687, il avait près de lui son frère et ses deux neveux. Les nouveaux venus s'aperçurent vite que la région n'était pas l'Eldorado mirifique dont on parlait en Europe, mais qu'elle offrait les meilleures conditions imaginables pour une exploitation agricole. Ils se mirent donc à l'œuvre, éclaircissant les forêts et labourant le sol sans aucun des secours de l'industrie moderne, sans faucheuses ni moissonneuses de "Chicagou", comme on appelait alors ce lieu désert ; sans chevaux, sans bestiaux. Longtemps avant le fameux naufrage qui jeta certain "marinier d'York" dans une île déserte, vers l'embouchure de la grande rivière Orénoque, ils menaient, dans la plus réelle des réalités, des vies de Robinson Crusoé. Sans que personne le sut dans leur pays d'Europe, à l'ombre de la forêt impénétrée, ils tâchèrent, ils peinèrent. Ils moururent, pour la plupart, obscurément, ne laissant aucun nom à graver sur les tables de bronze de l'histoire ; mais laissant mieux qu'un simple nom : des familles dont beaucoup subsistent : mieux que des familles, des exemples de labeur courageux et persévérant, créant une tradition qui ne s'effacera pas. Rien ne se perd.

La grandeur des obstacles, la médiocrité des moyens, la sagesse de beaucoup de leurs idées, sont également remarquables. Plus d'un, parmi eux, fit de son mieux pour instruire son voisin sauvage, l'éduquer, lui apprendre les cultures européennes. Plusieurs interdirent de bonne heure la vente aux Indiens de la terrible "eau de feu". Cadillac le fit dès la première heure : le marquis de Vaudreuil renouvela l'interdiction peu après. Ils ne furent pas longs à s'apercevoir que les parties nord, à elles seules, pouvaient produire assez de blé pour nourrir le pays entier "quand bien même il serait complètement peuplé jusqu'à la mer". La question de la main d'œuvre était la plus grave et la plus difficile de toutes : fallait-il recourir au travail salarié de l'homme libre, ou au travail forcé du nègre amené d'Afrique ? Sur ce point un des anciens explorateurs français, Charleroix, formula son opinion en ces paroles remarquables : "J'aimerais mieux des engagés ; leur service expiré, ils deviennent des habitants et augmentent le nombre des sujets naturels du Roi : au lieu que les nègres sont toujours des étrangers : et qui peut assurer qu'à force de se multiplier dans nos colonies ils ne deviendront pas un jour des ennemis redoutables ? Peut-on compter sur des esclaves qui ne nous sont attachés que par la crainte, et pour qui la terre même où ils naissent n'a jamais le doux nom de Patrie ?"

Mais plus frappante que toutes par sa sagesse fut la remarque d'un Français qui n'avait jamais visité l'Amérique sauf en pensée et qui sut annoncer son avenir. A une époque où personne encore ne prévoyait un tel événement, le grand économiste et homme d'Etat, Turgot dit : "L'Amérique un jour sera libre".

Les années s'écoulèrent; les grandes ombres et les splendides rayons de lumière dont l'histoire de France est faite, brillèrent et s'évanouirent en leur émouvante succession. Un jour le drapeau français fut abaissé en Louisiane; c'était à la fin de la guerre de sept ans. Un autre jour, le même drapeau flottait au mât d'un petit bâtiment, qui faisait voile de Bordeaux pour l'Amérique. Le navire se trouvait avoir un nom de bon augure ; il s'appelait "La Victoire" et il portait La Fayette.

Puis ce fut l'alliance de 1778 et l'arrivée, l'année d'ensuite, du premier envoyé accrédité par aucune nation aux Etats-Unis: mon prédécesseur, Conrad Gérard de Raynevaly, ferme ami de l'Amérique. Puis la paix de 1783, quand, du consentement du monde entier, à la joie de tous les cœurs français, treize étoiles brillèrent sur le libre étendard américain.

La France ne recouvra alors ni la Louisiane, ni le Canada, ni rien. Elle gagna un ami, et un ami, si un tel ami vaut mieux qu'aucune province. Elle se réjouit sans arrière-pensée ayant exactement rempli, sans changement, atténuation ou exigence intéressée, la tâche qu'elle s'était assignée en 1778, quand elle avait déclaré dans le traité d'alliance, que le but essentiel et direct de celle-ci était "de maintenir efficacement la liberté, la souveraineté et l'indépendance absolue et illimitée desdits Etats-Unis, tant en matière politique que de commerce.

La joie fut telle à Paris à la nouvelle de l'indépendance américaine, que les représentations dans les théâtres furent interrompues : le grand événement fut annoncé, les spectateurs se levèrent et d'un mouvement unanime, applaudirent la République nouveau-née. Des fêtes furent données, des gravures coloriées furent répandues par toute la France pour l'avantage de ceux qui n'avaient pu y assister. Ces souvenirs furent soigneusement conservés dans les familles : l'un d'eux fut apporté à la lointaine demeure de mes parents dans les montagnes: il a été transmis de père en fils et je le possède aujourd'hui.

La France suivit ses destinées. En 1800 la Louisiane nous appartenait de nouveau ; trois ans plus tard, sur la proposition spontanée de la République Française, non pas la Nouvelle-Orléans seulement, non pas une bande de territoire, mais toute la Louisiane devint pour jamais américaine.

Le traité signé, il y a cent ans et un jour, avait dans l'histoire, peu de précédents. Il disposait de territoires aussi vastes que l'Empire d'Alexandre ; il ne succédait à aucune guerre : il n'avait été précédé par aucune effusion de sang humain. Les nouveaux posseurs du pays reçurent cent fois plus qu'ils n'avaient rêvé de demander et les négociations furent si simples, la bonne foi et l'amitié réciproques étaient si évidentes que tout fut terminé en deux semaines. Le moindre protocole sur des questions postales ou sanitaires prend d'habitude plus de temps.

Chaque partie trouva son avantage à la transaction : mais quelque chose d'autre que l'intérêt en facilita la prompte conclusion et ce fut la sympathie sincère des nations française et américaine. La France ne faisait que continuer ce qu'elle avait commencé : elle avait souhaité l'Amérique libre et elle était heureuse de penser qu'elle allait être grande. Une indemnité fut versée: si un tel avantage avait été la principale considération, la Louisiane eût été conservée, car la somme était loin d'équivaloir aux terres et aux bâtiments appartenant à l'Etat français. Une partie de la somme devait servir à éteindre diverses réclamations de citoyens américains "Ceux, dit le plénipotentiaire français, Barbé-Marbois, qui connaissaient bien l'importance d'une intelligence parfaite entre les deux pays mettaient un plus haut prix aux vingt millions de francs ainsi employés qu'aux soixante qui furent versés dans le trésor de France."

Des probabilités de guerre Européenne, une occupation possible de la Louisiane par une Puissance étrangère n'eussent pas suffi, non plus, à provoquer cette décision. Dans le conseil tenu aux Tuileries, le jour de Pâques, 1803, le fidèle ami au Premier Consul, le futur Maréchal et prince de Wagram, Berthier, dont la première guerre avait été la guerre de l'Indépendance américaine, s'éleva contre le projet de cession et s'exprima ainsi : Si nos voisins s'emparaient de la Louisiane comme on voudrait vous le faire craindre, leurs possessions sur le continent Européen seraient aussitôt dans nos mains un gage certain de restitution. Et il concluait par cette aphorisme. "Point de marine sans colonies, point de colonies sans une marine puissante."

Il ne faut pas oublier, de plus, que la valeur de la Louisiane était maintenant bien mieux connue que jadis. "Je sais la valeur de ce que j'abandonne," avait dit Bonaparte, et il la connaissait en effet. Le gouvernement français agit les yeux ouverts, ayant pris soin, depuis 1800 de réunir le plus de renseignements possible sur ces pays. Un des mémoires rédigés à ce sujet était dû à Louis Villemont, ancien capitaine au régiment de la Louisiane. Il est encore inédit. Cet officier informait le gouvernement qu'il résultait des rapports de "divers chasseurs canadiens et sauvages, qu'ils ont été souvent à pied, du Missouri à la mer dans une direction Ouest-Nord-Ouest, en moins de deux mois et demi." L'accès du Pacifique par cette voie, un accès moins facile qu'aujourd'hui, mais enfin un accès, était donc possible, et la richesse du pays était merveilleuse. S'échauffant au souvenir de ce qu'il avait vu, l'officier en retraite s'écriait : "Quelle richesse dans tous les regnes !.....A chaque pas qu'on fait d'Orient en Occident les masses, les objets de toutes les classes décuplent de volume. Il semble que la nature ait fait de ce coin du globe terrestre le point le plus favorisé de son immense optique. Celles de ses productions qu'on y découvre à mesure qu'on avance sont plus majestueuses, plus belles que partout ailleurs ...Le déploiement des plantes y est prodigieux. Les hommes qui y naissent ressemblent plutôt à des descendants d'Aleide qu'aux frères des adorateurs du Manitou."

La force motrice, le ciment qui solidifia tout le reste, la raison sans laquelle aucune des autres n'eût suffi, fut, en vérité, la sympathie mutuelle des deux peuples. Quand le traité fut signé, les trois négociateurs, Barbé-Marbois, Monroe et Livingston, qui s'étaient connus en Amérique lors de la Guerre de l'Indépendance, se levèrent et, ce qui est rare en pareils cas, l'un d'eux put exprimer, en une seule phrase, les sentiments intimes de tous trois : "Les actes que nous venons de signer, dit Livingston, ne feront point couler de larmes : ils préparent des siècles de bonheur pour des générations innombrables de créatures humaines. C'est d'aujourd'hui que les Etats-Unis sont au nombre des Puissances de premier rang".

Je ne crois pas qu'il y ait dans l'histoire du monde un autre exemple d'une cession de territoires aussi vastes obtenue ainsi par l'une des parties aux applaudissements et avec le consentement cordial de l'autre.

Le traité abandonnant, en pleine possession et pour jamais, la Louisiane aux Etats-Unis, leur permettant de s'étendre sans rencontrer de voisins étrangers d'un océan à l'autre, d'ajouter quatorze Etats aux treize de 1783, fut signé, il y a cent ans, au nom du peuple français", l'an XI de la République. Les résultats ont dépassé les espérances les plus avantageuses, mais ils n'ont pas dépassé l'étendue des vœux amicaux formés parmi nous pour la République Sœur. Le représentant de la France vient en ce lieu jadis français, avec un sentiment d'admiration pour ce que vous avez fait, et nul sentiment de regret. Il constate un développement splendide : il voit les arts, les sciences, le commerce, l'agriculture également prospères ; il applaudit à vos succès et exprime de tout cœur ses souhaits pour la grande entreprise qui nous a réunis ici.

Quant à sa propre patrie, si elle ne détient plus ces immenses domaines, elle a, d'une part, trouvé sous d'autres cieux d'autres territoires où son inépuisable énergie a occasionné de pacifiques progrès qui seront à jamais une gloire pour le Gouvernement de la République. Et d'autre part, pour ce qui est de la Louisiane elle-même, il suffit à la France de se dire qu'elle ne pouvait s'y souhaiter des héritiers plus amis. Elle se souvient aussi, non sans orgueil, que ses fils ont, les premiers découvert et défriché le sol; en ont donné les premières relations et les premières cartes: elle se souvient encore que l'un de ses plus fameux écrivains a le premier, révélé au monde les sources de poésie qu'abritent les sapins du Mississipi tout comme les platanes de Tempe; le diplomate et lettré qui émut tous les cœurs sensibles et tous les admirateurs de la beauté au récit des malheurs d'Atala.

Voyant les résultats, mes compatriotes n'ont jamais cessé d'approuver le traité signé, il y a cent ans, "au nom du peuple français". 1803 est la troisième date mémorable dans l'histoire des relations entre la France et l'Amérique. En donnant aux Etats-Unis, selon les termes de votre négociateur, leur place parmi les Puissances du premier rang, le traité de 1803 ne fit rien qu'achever ce qui avait été glorieusement commencé en 1778 et 1783.

—Tenez, chère madame Bertreau, j'ai apporté pour votre fille la "Dernière Pensée" de Weber.

—Oh ! qu'elle va être contente la chère petite ; elle aime tant les fleurs !

# Feuilleton

—:DE:—

**L'Abeille de la N. O.**

No. 64 Commencé le 19 février 1903

# Haine D'Amour

Par Henri Germain.

TROISIÈME PARTIE

IV

RÉVÉLATIONS.

*Suite.*

En disant cela, Marthe rougit au souvenir des si douces paroles prononcées par le moribond, et continua :

—Il avait d'abord divagué, pendant la première nuit, disant des paroles sans suite, auxquelles je n'avais rien compris.

Ce qui suivit devait m'en expliquer en partie le sens décousu.

Durant ma seconde veillée, le délire l'avait quitté, et comme il m'avait reconnue tout à coup, il s'était mis à me parler de lui, d'abord, puis ensuite de sa famille et de sa première enfance.

—De sa famille, fit Paul Duroc, il s'en souvenait donc ?

Jamais il ne m'avait rien dit à ce sujet; il prétendait, au contraire, avoir tout oublié.

Peut être la mémoire lui est-elle revenue à ses derniers moments ?....

En tous cas, il prononça des choses si étranges que je me promis bien de vous les répéter plus tard.

—Ainsi, parmi les mots qui m'ont frappée, j'avais retenu le nom de Francheville.

—Pierre connaissait donc ce pays ! murmura Paul Duroc, dont l'étonnement croissait.

—C'est probable. En tous cas, voici ce qu'il me dit :

"C'est extraordinaire, on croirait qu'au moment où je vais mourir, des choses très anciennes, et depuis longtemps oubliées sans doute, me reviennent subitement à l'esprit."

Puis, il prétendit se rappeler sa première enfance, affirmant que ses parents étaient riches, qu'ils avaient des domestiques nombreux.

Il parut se souvenir aussi d'un bateau possédé par son père, enfin d'une propriété située dans le Midi, à Menton ou à Antibes.

"Sa mère, disait-il encore, était très jolie, très bonne ; je crois même qu'il prononça son nom."

Il parla ensuite d'une vieille paysanne chez qui on l'avait placé, lorsqu'il était tout jeune.

Et c'est à ce sujet qu'il nomma Francheville.

Tandis que Marthe débitait ces souvenirs, regardant tour à tour les deux hommes qui l'écoutaient avec une extrême attention, Paul Duroc paraissait en proie à une agitation extraordinaire.

Il était devenu très pâle, et de ses yeux agrandis, il fixait la jeune fille avec une telle expression de stupéfaction émue, qu'elle osa lui demander.

—Qu'avez-vous donc, monsieur Duroc ?

—Oh ! si vous saviez, riposta le musicien, sans songer à dissimuler un seul instant son émotion, si vous pouviez vous douter de l'importance de votre récit ?

—Eh bien, questionna Charles Barru, pouvez-vous expliquer cela, sans commettre d'indiscrétion vis-à-vis de Pierre ?

—Oh ! oui, oui ; à vous, je puis tout dire, certainement.

Vous êtes tous deux honnêtes et loyaux ; vous avez donné tant de preuves de charitable dévouement à mon malheureux ami, que vous avez le droit de savoir.

Mais, je vous en supplie, ne répétez à personne, pas même et surtout à Pierre, ce que je vais vous confier.

En disant cela, d'une voix oppressée par une sorte d'angoisse étrange, le musicien semblait bouleversé.

Charles Barru prévit sans peine qu'il s'agissait de choses extrêmement graves.

—Si vous croyez devoir vous taire, il en est encore temps, fit-il.

Cela ne nous formalisera pas le moins du monde, soyez-en convaincu.

Chacun a ses secrets dans la vie, et le mieux est de les garder le plus souvent.

Mais, en tous cas, Marthe et moi, nous vous jurons de ne rien révéler à personne de notre entretien.

—Bien, je compte absolument sur cette promesse.

D'ailleurs, il est probable que que je vous demanderai de vous associer à moi dans la tâche que je vais entreprendre.

—Volontiers, si nous pouvons vous être utile.

—J'en suis convaincu.

Ecoutez moi bien :

Savez-vous ce que viennent de me dévoiler tout à coup les paroles de Mlle Marthe ?

C'est que Pierre, notre ami, notre blessé, est le véritable fils de la marquise de Sommereuse.

—Pas possible ! s'écria Charles Barru, stupéfait.

—Si, si : cela me paraît absolument certain.

C'est Pierre de Sommereuse.

Moi qui connais toute son histoire, je ne puis m'y tromper.

Il n'a certainement pas inventé ce qu'il a dit à Mlle Marthe, au moment où il croyait mourir.

C'est qu'à cette heure suprême, il s'est souvenu vraiment.

Or, il a parlé de Menton, de propriété, de domestiques, de bateau, de sa mère; enfin, de Francheville et de la mère Grandlieu.

Seul, Pierre de Sommereuse peut avoir connu tout cela.

—Mais, alors, fit Marthe, il faudrait prévenir la marquise en toute hâte.

—Sans doute, mademoiselle, je le devrais.

Cependant, comme je prévois des difficultés et des scènes émotionnantes, capables de bouleverser l'esprit de Pierre, je crois prudent et sage d'attendre qu'il soit plus robuste.

Dans son état actuel, il ne supporterait peut être pas certaines épreuves trop fortes.

—C'est juste, approuva Barru, il est préférable d'attendre quelques jours au moins.

—Jusqu'à ce que Pierre se trouve debout, reprit le musicien.

A ce moment seulement, nous agirons.

D'ici là nous aurons pu prendre quelques dispositions préliminaires.

—Très sensé, répliqua Barru, mais, à ce propos, que pensez-vous de la présence, auprès de la marquise, du jeune homme qui nous fut présenté comme étant Pierre de Sommereuse ?

—C'est vrai, fit Paul Duroc, je n'y pensais plus en ce moment.

—Pourtant, il y a là une chose étrange, et qui nous place, à l'heure actuelle, en présence de deux Pierre de Sommereuse.

—En effet.

—Nous devons en déduire logiquement que l'un des deux usurpe, sciemment ou non, la qualité dont il revêtu.

—A mon avis, intervint Marthe, ce ne pourrait être notre blessé.

—Pourquoi cela ?

—Tout simplement, parce qu'il n'a pas réclamé de lui-même cette qualité.

Le hasard, seul, nous a mis sur la voie, lui même, sans doute, ne sait pas qui il est en réalité.

—Et tu crois que l'autre aurait, au contraire, provoqué de lui même la reconnaissance de la marquise ?

—Je ne sais pas, mais c'est très possible.

—Ce serait alors, suivant ta façon de penser, un intrigant ?..

—Si je me souviens bien, dit alors Paul Duroc, d'après ce que m'a raconté ma mère, à ma dernière visite, ce serait à l'instigation de M. de Mendoza que la marquise de Sommereuse accueillit celui qui passe pour son neveu.

—Oh ! Oh ! répliqua le chimiste, en hochant la tête d'un air de doute, si de Mendoza est mêlé à cette affaire, nous avons le droit et le devoir de nous méfier.

Toutes les hypothèses malhonnêtes sont admissibles.

Dès lors, en considérant celui qui tient en ce moment auprès de Mme de Sommereuse la place de son fils, mes doutes s'accroissent, se fortifient.

—Je comprends, fit Paul, et tout en laissant, au moins pour le moment, Pierre et la marquise dans l'ignorance de ce que nous avons appris, je vais, sans plus tarder, faire part de ces choses extraordinaires à ma mère.

Elle connaît le notaire de Mme de Sommereuse et pourra l'informer.

Avant d'agir auprès de la marquise, nous attendrons l'avis de l'officier ministériel.

Me Ledroit est intéressé directement à connaître cette situation, puisqu'il gère la fortune du défunt marquis et celle du fils disparu.

—Bon ; voilà qui me paraît bien raisonné, approuva Charles Barru.

De mon côté, je tiens en réserve, pour le jour où nous ver-